

N° 5231

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet
1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières
(Holding companies)

* * *

(Dépôt: le 6.11.2003)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (5.11.2003)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Commentaire des articles	2
4) Exposé des motifs.....	3

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies).

San Salvador, le 5 novembre 2003

Le Ministre des Finances,

Jean-Claude JUNCKER

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.– La loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) est complétée comme suit:

A l'article 1er, il est inséré à la suite de l'alinéa 1er un nouvel alinéa ayant la teneur suivante:

„Sera exclue du bénéfice des dispositions de la présente loi, toute société luxembourgeoise qui reçoit au moins 5% de dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes qui ne sont pas soumises à un impôt sur le revenu comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités au sens de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Le respect par la société de cette condition du statut holding est à certifier par un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable autorisé à exercer cette profession en vertu de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable, moyennant une déclaration annuelle à remettre à l'Administration de l'enregistrement. La perte du régime par application des dispositions du présent alinéa est prononcée par le directeur de l'enregistrement. L'Administration de l'enregistrement est tenue de fournir à l'Administration des contributions directes, sur demande, copie du certificat documentant l'observation et l'application des dispositions du présent alinéa.“

Art. 2.– Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1er janvier 2004.

Toutefois, les dispositions de l'article 1er de la présente loi ne sont applicables à l'égard des sociétés holdings bénéficiant des dispositions de la loi modifiée du 31 juillet 1929 avant l'entrée en vigueur de la présente loi, qu'à compter du 1er janvier 2011.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1er

L'alinéa 1er de la loi du 31 juillet 1929 donne une définition générale de l'objet exclusif d'une société holding en précisant les activités autorisées et les activités interdites.

Les dispositions du projet de loi introduisant un nouvel alinéa à la loi du 31 juillet 1929 font une distinction au niveau des prises de participations d'un holding en excluant du bénéfice du régime, toute société qui reçoit au moins 5% de dividendes en raison de participations dans des sociétés non résidentes qui ne sont pas soumises à un impôt comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités, tel qu'il est prévu par la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Est considéré comme un impôt comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois, un impôt perçu par la collectivité publique, de façon obligatoire et à un taux d'impôt effectif qui ne peut être inférieur à la moitié du taux d'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois. Actuellement, l'impôt étranger doit partant être d'au moins 11%. De plus, la détermination de la base imposable doit obéir à des règles et des critères analogues à ceux applicables au Luxembourg.

L'exclusion de la réception de plus de 5% de dividendes en provenance de juridictions à faible fiscalité est à attester par un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable moyennant un certificat à joindre à la déclaration de la taxe d'abonnement pour le 4ème trimestre de l'année de référence. Cette obligation incombe au holding quelle que soit la forme juridique sous laquelle il est constitué.

Par ailleurs, les responsables du holding doivent tenir à la disposition de l'Administration de l'enregistrement tous documents justifiant que la société distributrice des dividendes est soumise à un impôt comparable à celui appliqué au Luxembourg.

Au cas où le holding touche plus de 5% de dividendes en raison de participations dans des sociétés non résidentes établies dans des juridictions à faible fiscalité, il perd son régime fiscal et est imposé d'après les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu des collectivités. La perte du régime est prononcée par le directeur de l'enregistrement.

L'Administration des contributions directes peut, à son tour, demander auprès de l'Administration de l'enregistrement copie du certificat documentant l'observation et l'application des restrictions prévues aux dispositions du présent projet de loi.

Ad article 2

L'entrée en vigueur des dispositions du présent projet de loi est prévue pour le 1er janvier 2004.

Par l'insertion d'une clause dite de grand-père, il est assuré que les dispositions de l'article 1er du présent projet de loi ne sont applicables à l'égard des sociétés constituées sous la législation actuelle qu'à partir du 1er janvier 2011.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi a pour objet de mettre le régime fiscal des holdings en ligne avec les conclusions et recommandations prises le 3 juin 2003 par le Conseil des Ministres de l'Union européenne en matière de fiscalité des entreprises.

Il est rappelé que le Conseil et les représentants des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, ont arrêté sous présidence luxembourgeoise le 1er décembre 1997, un paquet fiscal comprenant entre autres une résolution sur un code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises.

Il a été retenu que le code de conduite ne devrait viser, dans le cadre de la fiscalité des entreprises, que des mesures ayant, ou pouvant avoir une incidence sensible sur la localisation des activités économiques au sein de l'Union européenne. Ainsi, ont été considérées comme potentiellement dommageables couvertes par ledit code de conduite, les mesures fiscales établissant un niveau d'imposition effective nettement inférieur, y compris une imposition nulle, par rapport à ceux qui s'appliquent normalement dans l'Etat membre concerné.

Le 9 mars 1998, le Conseil ECOFIN a confirmé la création du Groupe „Code de conduite“ qui a été chargé d'évaluer les mesures fiscales des Etats membres et des territoires associés ou dépendants susceptibles de relever de ce code de conduite. En novembre 1999 le Groupe a soumis au Conseil ECOFIN un rapport exposant les résultats de ses travaux sur l'évaluation de 271 mesures fiscales dommageables relevant du code, dans lequel il a estimé que 66 mesures renfermaient des éléments dommageables. Le régime luxembourgeois actuel des sociétés holdings introduit par la loi du 31 juillet 1929 figurait parmi ces 66 mesures.

Il est précisé dans ce contexte que l'objectif principal prévu par le législateur de 1929 en matière de holdings était l'élimination des effets de la double imposition des revenus de participations. Lorsque les sociétés dans lesquelles le holding détient des participations ont déjà subi intégralement les impôts, la législation spéciale entend éviter une double imposition économique des mêmes revenus.

Si le régime holding n'a pas été mis en question, il fut toutefois considéré qu'il renferme un élément dommageable à savoir l'exemption des dividendes de source étrangère provenant de sociétés filiales dont les bénéfices ont été imposés à un niveau effectif nettement inférieur par rapport aux cas où les dividendes sont versés par des filiales résidentes pleinement imposables. Les Etats membres de l'UE ont ainsi invité le Luxembourg à procéder à un démantèlement de cette caractéristique dommageable de son régime holding.

Afin de rendre le régime des holdings compatible avec les règles édictées par le code de conduite, il est indiqué d'exclure dorénavant du statut holding toute société luxembourgeoise qui reçoit au moins 5% de dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes qui ne sont pas assujetties à un impôt sur le revenu comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités au Luxembourg. L'exclusion de la réception de plus de 5% de dividendes en provenance de juridictions à faible fiscalité est à certifier annuellement par un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable.

Le non-respect de cette condition du statut holding par la société entraîne la perte du régime qui est prononcée par le directeur de l'enregistrement et qui prend effet conformément aux dispositions de la loi modifiée du 12 juillet 1977 relative à la surveillance du régime holding. La société est dans ce cas soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités.

Il y a néanmoins lieu de souligner que pour les holdings constitués sous la législation applicable avant l'entrée en vigueur du présent projet de loi, le nouveau régime ne s'applique qu'à partir du 1er janvier 2011. Une clause dite de grand-père a dans ce sens été acceptée au profit des sociétés constituées sous le régime actuel par le Conseil ECOFIN le 21 janvier 2003.

